LIBAN

Le général Michel Sleimane élu au poste de chef de l'État

Le général Michel Sleimane a été élu hier chef d'Etat du Liban par les députés, dont le poste était vacant depuis la fin du mandat d'Emile Lahoud le 23 novembre dernier.

Michel Sleimane a été élu par 118 députés, sur un total de 127. Six députés ont voté blanc, trois ont porté leur choix sur d'autres noms. L'élection du général Sleimane est une première étape pour sortir le pays de la crise politique qu'il traverse depuis 18 mois, marquée par des violences partisanes meurtrières.

Agé de 59 ans, M. Sleimane occupait le poste de chef des forces armées libanaises depuis 1998. Son élection fait suite à la signature mercredi dernier à Doha, sous le parrainage du Qatar et les auspices de la Ligue arabe, d'un accord négocié entre l'opposition et la majorité libanaises.

L'élection présidentielle d'hier amorce ainsi la relance des institutions du pays paralysées depuis novembre 2006. Elle intervient aussi après que le Liban eût connu récemment des violences entre partisans de l'opposition et de la majorité, ayant fait 65 morts.

AFRIQUE DU SUD

Une «force occulte» derrière les violences xénophobes, affirme le gouvernement

Le gouvernement sud-africain a accusé une «force occulte» d'orchestrer les violences xénophobes actuelles contre les immigrés, affirmant qu'il était au fait des risques d'éclatement de violences, rapportent vendredi dernier des agences de presse, citant le ministre du Renseignement, Ronnie Kasrils.

«Les attaques avaient été délibérément orchestrées en vue de déstabiliser le pays avant les élections générales de l'an prochain», a affirmé le ministre du Renseignement, Ronnie Kasrils, dans une déclaration vendredi dernier à la radio publique SABC.

«Bien sûr, nous étions au courant que quelque chose couvait. C'est une chose d'être conscient qu'il y a un problème social et une autre de savoir quand l'éruption va se produire», a indiqué M. Kasrils.

Il a ajouté que ces «actes impardonnables» étaient dus à des individus qui ont exploité le mécontentement de Sud-Africains pauvres. De telles violences s'étaient déjà produites en Afrique du Sud, il y a seulement deux mois dans un township de Pretoria et en 2006 contre des Somaliens au Cap (sud-ouest). En mars dernier, la Commission des droits de l'homme sud-africaine avait appelé à l'adoption d'une loi contre la xénophobie «en hausse».

Quarante-deux personnes ont été tuées dans des violences xénophobes en Afrique du Sud, qui ont également provoqué le déplacement de plus de 17 000 personnes.

BIRMANIE

Ban Ki-moon a convaincu la junte birmane d'accepter «tous les humanitaires»

Le numéro un birman, Than Shwe, a accepté l'entrée de tous les travailleurs humanitaires pour aider les sinistrés du cyclone, a annoncé vendredi le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, tout en admettant que cet accord spectaculaire devrait se vérifier sur le terrain.

«Le monde observe» la Birmanie, a averti Ban Ki-moon au cours d'une conférence de presse à Rangoun après un face-à-face exceptionnel avec le généralissime Than Shwe dans la nouvelle capitale Naypiydaw, en plein centre de la Birmanie.

Ban Ki-moon a obtenu du chef de la junte l'autorisation de laisser venir «tous les travailleurs humanitaires internationaux, quelle que soit leur nationalité» afin de secourir les 2,4 millions de sinistrés. Car, trois semaines après l'une des catastrophes naturelles les plus meurtrières des dernières décennies — au moins 133 600 morts et disparus — et un drame humanitaire quasiment à huis clos, «davantage doit être fait», a plaidé le chef de l'ONU. Au terme d'une visite délicate, jeudi et vendredi en Birmanie, Ban Ki-moon s'est déclaré "encouragé par (ses) discussions" avec des dirigeants birmans historiquement méfiants à l'égard des Occidentaux et refusant, jusqu'ici, d'ouvrir leurs frontières à une aide internationale massive. Depuis début mai, les autorités ont tenu à l'écart les étrangers des régions dévastées par le cyclone Nargis du delta de l'Irrawaddy (sud-ouest) et ont tout fait pour filtrer les opérations de secours. «J'ai demandé au gouvernement de libéraliser la politique des visas et d'accorder un accès sans restrictions aux experts humanitaires étrangers et aussi aux journalistes, de sorte qu'ils puissent opérer librement et efficacement pour aider la Birmanie», a affirmé M. Ban. D'autant que la puissance de Nargis et la crise humanitaire qu'il a provoquée sont au-dessus des forces de ce pays de 57 millions d'habitants, devenu après 46 ans de juntes militaires l'un des plus pauvres de la planète.

Sur 2,4 millions de personnes dans le besoin, l'aide étrangère n'a «pu en atteindre qu'environ 25%», selon l'ONU. Des journalistes circulant dans les régions ravagées continuent de voir des milliers de gens désemparés, qui ont faim, soif et sont sans-abri.

Mais «la mise en œuvre (de l'accord sur le terrain) sera la clef» du succès des opérations, a admis le secrétaire général de l'ONU, en espérant «des résultats rapides».Des organisations humanitaires internationales ont d'ailleurs accueilli avec prudence la décision de la junte, déclarant attendre de pouvoir accéder au terrain et d'opérer librement dans les régions dévastées.

«Pourrons-nous quitter ou non Rangoun ?» pour acheminer l'aide vers l'Irrawaddy, a résumé Paul Risley, porte-parole à Bangkok du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU. De son côté, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a qualifié de «très prometteur» l'engagement de la junte. Washington a envoyé une dizaine d'avions chargés d'aide en Birmanie. Quant au commissaire européen au Développement, Louis Michel, il s'est dit «soulagé par cette décision des autorités birmanes». «Je suis ravi que nos efforts, et spécialement les efforts du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon aient finalement payé», a ajouté M. Michel, qui s'était rendu à Rangoun la semaine dernière, sans résultats. Mais certains experts restent sceptiques : la junte «n'est pas sérieuse lorsqu'elle parle à Ban Ki-moon qu'elle ne considère pas comme un acteur de premier plan», a averti Win Min, analyste birman réfugié en Thaïlande.

«Elle essaie seulement de réduire la forte pression du moment», a-t-il jugé avant la rencontre Than Shwe/Ban Ki-moon.

Ce dernier est reparti vers Bangkok, vendredi soir, et se rendra samedi dans la province chinoise du Sichuan, meurtrie par un séisme. Ban Ki-moon devait retourner à Rangoun, hier, pour une conférence internationale d'appels de fonds, organisée par l'ONU et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont la Birmanie est membre, qui doit coordonner l'aide étrangère. Mais la junte n'a toujours pas autorisé l'acheminement de 1 500 tonnes de fret humanitaire du navire français, *Le Mistral*, qui attend depuis des jours au large de la Birmanie, tout comme quatre bâtiments américains. Le Canada a, pour sa part, annoncé vendredi une aide supplémentaire de 12 millions de dollars à la population birmane (il avait déjà octroyé 2 millions).

PROCHE-ORIENT

Damas prévient Israël que son alliance avec Téhéran n'est pas négociable

La Syrie a prévenu que son alliance avec l'Iran ne pâtirait pas des pourparlers de paix engagés avec Israël, alors que l'Etat hébreu souhaiterait voir Damas rompre avec Téhéran, dans le but d'affaiblir la République islamique.

La Syrie «refuse toute condition préalable concernant ses relations avec les autres pays. Damas ne fait pas de compromis sur ces relations», a prévenu avant-hier le quotidien gouvernemental *Techrine*. Il a qualifié ces «conditions» de «chantages», qui mettent «des bâtons dans les roues» au processus de paix.

Ces propos tombent comme une mise au point à l'encontre des dirigeants israéliens qui réclament de Damas une rupture avec l'Iran, dont le président Mahmoud Ahmadinejad appelle ouvertement à la destruction de l'Etat hébreu et développe un programme nucléaire controversé. Après un gel de huit ans, Israël et la Syrie ont annoncé, mercredi dernier, avoir engagé des négociations indirectes de paix par l'entremise de la Turquie ; des responsables israéliens n'ont pas caché que l'objectif central était de briser l'axe Damas-Téhéran. Jeudi, la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a posé comme condition à tout progrès dans les discussions avec Damas la rupture de ses liens avec «l'Iran, le Hezbollah (libanais), le Hamas (palestinien), et les autres organisations terroristes». En réponse, la Syrie, qui voit dans ces négociations la possibilité d'obtenir un plus grand rôle régional, n'est pas montée seule au créneau. Hier, le ministre iranien de la Défense, Mohammad Najar, a réaffirmé le caractère «stratégique» des relations entre l'Iran et Damas, lors d'un entretien à Téhéran avec son homologue syrien, Hassan Turkmani. Cette alliance, vieille de 30 ans, s'est renforcée, en 2006, avec la signature d'un accord de coopération militaire. Elle est même «plus que stratégique dans les domaines militaire, sécuritaire et économique», a estimé un analyste syrien, Radouane Ziada, sur la télévision satellitaire al-Hurra. Il a notamment mentionné les «énormes» investissements iraniens en Syrie, qui ont atteint, en 2008, 1,5 milliard de dollars dans les domaines de l'automobile, de l'énergie, des infrastructures, du bâtiment et du ciment. Les pourparlers syro-israéliens sont les premiers entre les deux pays depuis leur interruption, en 2000, et portent sur un retrait israélien du plateau du Golan conquis en 1967, en échange d'un accord de paix. Les précédentes négociations avaient achoppé sur le sort de ce territoire qui surplombe le lac de Tibériade, principale ressource d'eau douce d'Israël.

Samedi, l'Iran a affirmé qu'Israël devait restituer le Golan sans condition. «Nous soutenons la Syrie pour qu'elle récupère le Golan et nous ne pensons pas que le régime sioniste soit en position de poser des conditions sur ce dossier», a dit le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki. Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, a fait état d'«engagements» d'Israël pour un retrait du Golan jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. «Cela n'est pas nouveau depuis l'engagement pris en 1993 par (l'ancien Premier ministre israélien Yitzhak Rabin) et réitéré depuis par tous les gouvernements israéliens qui se sont succédé», a-t-il relevé. Les officiels syriens répètent à l'envi que le Golan «ne peut faire l'objet de négociations». Par contre, Damas est prêt à négocier «les autres éléments de la paix», comme l'eau, la normalisation des relations et les arrangements de sécurité, affirment-ils. De son côté, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, critiqué en Israël pour cette initiative, a souligné, hier, sa volonté de négocier sérieusement et dans la discrétion, avec la Syrie.

AFGHANISTAN

L'Otan hausse le ton contre Islamabad après les menaces d'un taliban pakistanais

L'Otan a haussé le ton dimanche en demandant au Pakistan de ne pas laisser les talibans «mettre en danger ses soldats et sa mission», après les menaces de poursuivre le Jihad en Afghanistan proférées par un islamiste pakistanais engagé dans des négociations de paix avec Islamabad. «Le Pakistan n'est pas notre ennemi, il doit faire face à ses propres problèmes, mais il doit tenir compte de notre position. Il a le droit souverain de conclure des accords, tout comme nous avons celui de répondre si ces accords mettent en danger nos soldats et notre mission», a déclaré au cours d'une conférence de presse Mark Laity, porte-parole de l'Otan à Kaboul. «L'Otan soutient fermement que tout accord de paix au Pakistan doit tenir compte de la situation sécuritaire en Afghanistan», a-t-il poursuivi. «Nous sommes heureux qu'il y ait un gouvernement élu démocratiquement au Pakistan et nous comprenons son désir de parvenir à un accord de paix avec les insurgés. Mais ce n'est pas une vraie solution que de transférer les problèmes d'un côté à l'autre de la ligne Durand», qui marque la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, a affirmé le porte-parole. Le nouveau gouvernement en place à Islamabad, issu des élections législatives remportées en février par l'opposition au président Pervez Musharraf, a engagé des négociations avec les talibans pakistanais, alors que le pays est en proie depuis dix-huit mois à des violences sans précédent. «L'Islam ne connaît pas de frontières et le Jihad (guerre sainte) en Afghanistan va continuer», a menacé samedi le chef du Mouvement des Talibans du Pakistan (TTP), Baïtullah Mehsud, considéré par les Etats-Unis comme le chef d'Al-Qaïda au Pakistan. «Nous avons noté une augmentation des activités des insurgés dans l'est de l'Afghanistan, qui ne peut être provoquée que par une réduction de l'activité militaire pakistanaise», a souligné pour sa part le porte-parole de l'Otan. La zone tribale pakistanaise, frontalière de l'Afghanistan, est confrontée à une flambée de violences depuis que des centaines de combattants islamistes liés à Al-Qaïda et aux talibans chassés d'Afghanistan y ont trouvé refuge. Quatre parlementaires américains en visite à Kaboul avant de se rendre à Islamabad ont également fait part de leur préoccupation concernant les négociations entre les autorités pakistanaises et les combattants islamistes, à l'issue d'une rencontre avec le président Hamid Karzaï. «Des extrémistes sont protégés dans leurs sanctuaires (au Pakistan ndlr) et pourtant ils se rendent en Afghanistan où ils mènent des activités terroristes», a dénoncé Ben Nelson, un représentant démocrate.

«Les Etats-Unis doivent se concentrer un peu plus sur l'Afghanistan», a-t-il estimé, ce qui pourrait passer par une augmentation de leurs effectifs, selon lui. «Il faut également protéger les agriculteurs du sud du pays, afin qu'ils passent de la culture de l'opium à celle de produits alimentaires», a-t-il souligné. Près de 90% de la production mondiale d'opium vient d'Afghanistan, ce qui représente une source de revenus importants pour les talibans.